



Les agents réunis à Rennes Magenta avec les sections syndicales CGT, Solidaires et FO 35 lundi 6 juin 2016 ont débattu de la situation revendicative. Le constat est alarmant : les salariés au sens large (actifs, retraités, privés d'emplois, jeunes) font face à une offensive de régressions sociales tous azimuts dont la loi travail est la clé de voûte.

Le projet de loi travail organise notamment la primauté de « l'accord supplétif » d'entreprise sur les accords de branche ; c'est l'inversion de la hiérarchie des normes. Aujourd'hui, quand un accord d'entreprise est signé, il ne peut qu'améliorer les dispositions contenues dans l'accord de branche.

Demain, si le projet n'est pas retiré, l'accord d'entreprise pourrait déroger à l'accord de branche.

Le projet crée un Compte Personnel d'Activité qui conduit à l'individualisation des droits pour les salariés du privé et du public. L'objectif de 150 000 jeunes en *service civique* serait fixé pour 2016 alors que des milliers de postes restent vacants dans la Fonction publique.

C'est le dynamitage du Code du travail, des Conventions collectives, des statuts dans la fonction publique et les entreprises publiques.

Même modifié, ce projet reste ni amendable, ni négociable, il doit être retiré.

Depuis plusieurs semaines, de nombreux agents des finances publiques ont pris part aux manifestations, partout en France, pour le retrait du projet de loi Travail, pour lequel le gouvernement a dû faire appel au 49-3, tant il est minoritaire, y compris dans son propre camp.

Dans le même temps, **le rapport Laurent**, commandé par le gouvernement auprès de la Cour des comptes, **préconise d'augmenter le temps de travail dans la Fonction publique**. Comme pour la loi travail, il s'agit d'en finir avec la référence collective aux 35 h pour baisser les salaires et poursuivre les suppressions d'emplois.

Dans ces conditions, les administrations jugées *non prioritaires* sont une variable d'ajustement essentielle de cette politique régressive. A ce titre, la DGFIP se veut exemplaire, **les lignes directrices** présentées par Bruno Parent en témoignent. Le discours est moralisateur et méprisant, il s'agit d'**aller vers une sous-administration au rabais**. Quelques applications informatiques, le tout numérique au détriment du service public de proximité et de l'accueil, le prélèvement à la source, et une individualisation à outrance qui vise à monter les agents les uns contre les autres en sont la recette rance.

MANIFESTATION NATIONALE UNITAIRE

à Paris, 13 h, place d'Italie

**Le 14 juin 2016,
je fais partie des
« 70 % minoritaires »
qui demandent le...**



Mais les agents des Finances publiques, avec leurs syndicats CGT, Solidaires et FO, s'y opposent. La grève à Vierzon, les centres bloqués ces dernières semaines dans les Pyrénées-Orientales, Carcassonne, Nîmes, le Var, Paris... traduisent la volonté des agents des Finances Publiques de défendre leurs services, leurs missions, leurs emplois et le Service public, que la DG saccage avec méthode.

Au plan local, M Cano est à la manœuvre avec son plan de restructurations pour 2017. Et force est de constater qu'ici comme ailleurs, **le dialogue social est mort**, il ne s'agit plus que de gérer la pénurie.

La pénurie à vie, ce sont les lignes directrices de la DGFIP, c'est notre avenir vu par le gouvernement et la DG, et gare aux mécontents : ils sont assimilés à des dinosaures passésistes et rétrogrades !

Le mépris, ça suffit !

Les agents réunis en AG le 6 juin à Rennes, s'adressent à tous leurs collègues de la DRFiP 35 : ils leur proposent de se mettre massivement en grève le 14 juin, de s'inscrire auprès des militants syndicaux pour aller manifester à Paris, ou de s'organiser pour manifester localement :

- Pour le retrait de la loi travail ;
- Pour l'augmentation des salaires, contre toute augmentation du temps de travail ;
- Pour s'opposer au Prélèvement à la source ; à l'individualisation des carrières et des rémunérations (PPCR et RIFSEP);
- Pour que soient pourvus les postes vacants et pour l'arrêt des suppressions d'emplois ;
- Pour le retrait du plan Cano à la DRFiP 35.

**TOUS EN GRÈVE
ET DANS LES
MANIFESTATIONS
LE 14 JUIN !**

Adopté à l'unanimité, Rennes le 6 juin 2016